

Rôle de la séance publique du 17/04/2026 à 09h00

Président : Monsieur GASPON
Assesseurs : Monsieur PONS et Madame BOUGRINE
Greffière : Madame SIROT

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL

01) N° 2501756 **RAPPORTEUR : M. PONS**

Demandeur	M. H Arnold	DESERT PAULINE
Défendeur	RECTORAT DE LA REGION ACADEMIQUE NORMANDIE ET DE L'ACADEMIE DE NORMANDIE	

Requête de M. Arnold H contre le jugement n°s 2300324, 2401543 du 30 avril 2025 en tant que le tribunal administratif de Caen a rejeté ses demandes tendant à l'annulation de la décision du 30 septembre 2022 de la rectrice de l'académie de Normandie rejetant sa demande de prolongation d'activité au-delà de la limite d'âge, et de l'arrêté du 16 avril 2024 par lequel cette même autorité l'a admis d'office à la retraite pour limite d'âge à compter du 12 juin 2024

02) N° 2502349 **RAPPORTEUR : M. PONS**

Demandeur	M. D Carljohann	Me GUYON
Défendeur	SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LOIRE ATLANTIQUE	

Requête de M. Carljohann D contre le jugement n°s 2202499, 2315395 du tribunal administratif de Nantes en date du 4 juillet 2025 en tant qu'il a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 15 février 2022 par lequel le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la Loire-Atlantique l'a suspendu de ses fonctions sans rémunération à compter de cette date, en application des dispositions de la loi du 5 août 2021 ayant institué une obligation vaccinale pour certaines catégories d'agents ;

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL

03) N° 2502351

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur	M. D Carljohann	Me GUYON
Défendeur	SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LOIRE ATLANTIQUE	SELARL AVOXA NANTES

Requête de M. Carljohann D contre le jugement n°s 2202499, 2315395 du tribunal administratif de Nantes en date du 4 juillet 2025 en tant qu'il a rejeté sa demande tendant à la condamnation du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la Loire-Atlantique à lui verser une somme de 85 815 euros, assortie des intérêts au taux légal et de la capitalisation des intérêts à compter de sa demande préalable, en réparation des préjudices qu'il a subis du fait de la suspension de ses fonctions avec interruption de son traitement prononcée en application de la loi du 5 août 2021 ayant institué une obligation vaccinale pour certains personnels

04) N° 2502352

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur	M. D Carljohann	Me GUYON
Défendeur	MINISTERE DE LA SANTE, DES FAMILLES, DE L'AUTONOMIE ET DES PERSONNES HANDICAPEES SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	

Requête de M. Carljohann D contre le jugement n° 2315394 du 4 juillet 2025 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à la condamnation de l'Etat à lui verser une somme de 85 815 euros, assortie des intérêts au taux légal et de la capitalisation des intérêts à compter de sa demande préalable, en réparation des préjudices qu'il a subis du fait de la suspension de ses fonctions avec interruption de son traitement prononcée en application de la loi du 5 août 2021 ayant institué une obligation vaccinale pour certains personnels

05) N° 2500434

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur	Mme A Eliarimavo Henriette Virginie	DEMANGE & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Requête de Mme Eliarimavo Henriette Virginie A contre le jugement n° 2317853 du 13 janvier 2025 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision née le 11 octobre 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France, saisie de recours administratifs préalables obligatoires formés contre les décisions du 24 juillet 2023 de l'autorité consulaire française à Tananarive (Madagascar) refusant de délivrer aux enfants Christiane Rozie T, Maellis Amanda T et Tsiory R des visas de long séjour au titre du regroupement familial a, à son tour, implicitement refusé de délivrer les visas sollicités

06) N° 2500670

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur	M. K Alicious	SERGENT
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Requête de M. Alicious K contre le jugement n° 2311250 du 5 juillet 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 22 février 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours formé contre les décisions de l'autorité diplomatique française à Conakry (Guinée) refusant de délivrer aux enfants Hannah Genefine K et Alicia Musulyan K des visas de long séjour au titre de la procédure de réunification familiale.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL

07) N° 2500676

RAPPORTEUR : M. PONS

Demandeur Mme F Mahoua

Me PRONOST

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Mahoua F contre le jugement n° 2312447 du 27 septembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision en date du 3 mai 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Abidjan (Côte d'Ivoire) refusant des visas d'entrée et de long séjour aux mineurs en qualité de membres de famille de réfugié.

Rôle de la séance publique du 17/04/2026 à 09h45

Président : Monsieur GASPON
Assesseurs : Monsieur PONS et Madame BOUGRINE
Greffière : Madame SIROT

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL**01) N° 2401139 RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE**

Demandeur Mme L Sylvie SARL ANTIGONE
Défendeur COMMUNE DE NOTRE DAME DES LANDES SPI AVOCATS

Requête de Mme Sylvie L contre le jugement n° 1910858 du 15 février 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite du 18 avril 2019 du maire de la commune de Notre-Dame-des-Landes portant refus de régularisation de son contrat de travail à durée indéterminée conclu le 24 septembre 2013

02) N° 2402640 RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE

Demandeur M. M Pierre-Yves OUEST AVOCATS
CONSEILS
Défendeur RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANTES

Requête de M. Pierre-Yves M contre le jugement n°s 2109858, 2109859 du 25 juin 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 21 juin 2021 du recteur de l'académie de Nantes refusant de reconnaître l'imputabilité au service de l'accident survenu le 2 octobre 2020

03) N° 2501015 RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE

Demandeur Mme D Monique SELARL CASADEI-JUNG &
ASSOCIES
Défendeur CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE
REGION CENTRE-VAL DE LOIRE RCCL AVOCAT

Mme Monique D demande à la cour l'exécution de l'arrêt n° 18NT01464 du 11 juin 2019, par lequel cette juridiction a confirmé le jugement n° 1702546 du 27 mars 2018 du tribunal administratif d'Orléans, annulant d'une part la décision du 16 mai 2017 par laquelle le président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) Centre-Val de Loire a procédé à son licenciement, et enjoignant d'autre part la CCI Centre-Val de Loire de la réintégrer au sein de ses effectifs sur un poste de niveau équivalent à celui qu'elle occupait dans un délai de deux mois suivant la notification du jugement.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BAILLEUL

04) N° 2403515 RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE

Demandeur Mme M Ozaka Doudou Me BOURGEOIS
Mme K Candy Me BOURGEOIS
Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Ozaka Doudou M et de Mme Candy K agissant en son nom propre et en qualité de représentante légale de Franchesco K , son fils, contre le jugement n° 2311790 du 8 juillet 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 13 septembre 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours administratif préalable obligatoire formé contre les décisions de l'autorité consulaire française en République démocratique du Congo refusant de délivrer à Mme K Nvale et au jeune Franchesco K des visas de long séjour au titre de la réunification familiale

05) N° 2500482 RAPPORTEURE : Mme BOUGRINE

Demandeur Mme I Berlise TAMBO STÉPHANIE
Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Berlise I contre le jugement n° 2109297 du 19 décembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite née du silence gardé par le ministre de l'intérieur sur son recours administratif formé contre la décision du préfet du Val-de-Marne du 19 novembre 2020 ayant rejeté sa demande de naturalisation